

## Nouvelles locales du vendredi 31 juillet 2015

@rib News, 31/07/2015 | Politique - Depuis ce mercredi la plupart des partis d'opposition burundais sont en pourparlers à Addis Abeba en Ethiopie. L'objectif de la rencontre qui est censée durer jusqu'à ce vendredi soir est de former un front uni contre le pouvoir de Pierre Nkurunziza. Ce rassemblement hétéroclite est composé de leaders en exil, d'autres restés au pays et de personnes ayant participé de près ou de loin au putsch manqué de 13 mai dernier. Des informations ont circulé sur des retards liés à la logistique qui auraient empêché la tenue de cette réunion. Il n'y a rien, a-t-on tenu à rectifier Jérémie Minani, l'un des organisateurs et représentant de la société civile burundaise. Ce dernier vise les frères Nyamitwe et consorts qui, selon lui, ont tout fait pour discréditer l'initiative, notamment via les réseaux sociaux. Jérémie Minani prévient d'ailleurs qu'à la fin de ces consultations, la communauté nationale et internationale informée des décisions et recommandations qui seront adoptées.

- Sur le plan organisationnel, selon une certaine information Addis-Abeba n'a pas voulu délivrer des visas aux opposants burundais qui voulaient s'y rendre pour une réunion. Ces derniers étaient ce jeudi bloqués à Kigali en attendant que ces visas pour l'Ethiopie soient octroyés. Plusieurs membres des partis politiques d'opposition ont pourtant pris l'avion dans l'après-midi de ce mercredi. Des sources proches des organisateurs de cette rencontre indiquent qu'Addis-Abeba n'a pas voulu délivrer de visas à ces opposants burundais. Mais c'est au moment où les sources affirment qu'une partie des participants à cette rencontre serait déjà dans la capitale éthiopienne mais bloquée à l'aéroport d'Addis-Abeba. Il s'agirait essentiellement des membres de l'opposition vivant en exil. Il était initialement prévu que cette réunion regroupe les représentants des partis politiques de l'opposition, les frondeurs du CNDD-FDD, les dirigeants des putschistes du 13 mai et les membres des organisations de la société civile initiateurs de la campagne contre le président Nkurunziza. | Justice Les personnes accusées de tentative de coup d'Etat et celles accusées de participation dans les manifestations n'ont pas encore été traduites devant la justice. Selon l'APRODH, la question du respect de la loi dans le traitement de ces dossiers est primordiale. Le président de cette association estime que ceux qui ont été arrêtés pour avoir tenté de renverser Nkurunziza et les jeunes arrêtés pour avoir participé dans les manifestations contre son 3<sup>e</sup> mandat doivent comparaître devant la justice. Pierre Claver MBONIMPA déplore toutefois que personne n'ait jusqu'ici été entendu depuis le début. Ce fervent défenseur des droits de l'homme considère cela est contraire à la loi. Il demande surtout que les personnes arrêtées pour participation dans les manifestations soient libérées puis que même ceux qui les avaient organisées soient libres. | Sécurité - Les habitants de la commune urbaine de Musaga ont creusé ce matin des tranchées dans les différentes rues de ce quartier du Sud de la capitale. Il s'agit de barrer l'accès à ceux qui voudraient les attaquer. Cette action qui intervient après les nombreux coups de feu d'hier soir. - Un corps sans vie d'un jeune homme a été retrouvé ce matin à Kamesa dans la commune urbaine de Musaga. Des témoins précisent qu'il a été retrouvé sans doute ailleurs et abandonné peu après à Kamesa puis qu'il a été reconnu et qu'aucun signe ne montre ou n'a montré que cette personne aurait été tuée à cet endroit. Des photos montrent qu'il avait été ligoté avant d'être tué. - Près de 9 personnes auraient été tuées par la police présidentielle après les avoir enlevés du camp militaire 2<sup>e</sup> Bataillon Commando (camp Muha) dans la ville de Bujumbura ce 25 juillet dernier. L'association APRODH se dit inquiète de l'arrestation de ces personnes toutes originaires de la province de Bujumbura arrêtées par la documentation les accusant de perturbation de la sécurité intérieure du pays samedi de ma semaine dernière et 5 autres auraient été arrêtées mercredi passé. Le président de cette association Pierre Claver MBONIMPA dit que toutes ces personnes ont été conduites au camp Muha et que les 9 premiers auraient été tués alors que les 5 autres sont portées disparues jusqu'à présent. Il annonce aussi que les captifs de participation dans les mouvements armés alors qu'ils le nient catégoriquement. - Deux individus accusés de rébellion ont été arrêtés en province Makamba. Ils ont été arrêtés hier soir par des agents de police et ceux des services de renseignement sur la colline de Rangji, zone Muyange-commune de Nyanza-Lac. Ils ont aussitôt été emmenés au cachot de la police judiciaire à Makamba. La police et le service de renseignement les soupçonnent d'être des recrues de la rébellion naissante. Ce matin, personne n'était autorisée à leur rendre visite. Pas même les représentants des organisations de la société civile telles qu'APRODH et Ligue Iteka. D'autres sources indiquent que le chef des services de renseignement à Makamba les aurait fait sortir du cachot, hier soir même avec 2 autres jeunes arrêtés à Kibago et les aurait acheminés vers la Tanzanie. - Un commerçant du nom de Nimbona a été décapité hier soir. Les faits se sont déroulés sur la colline de Kanzege commune et province Makamba. Le chef de cette colline et le fils de la victime ont été arrêtés ce matin pour les besoins de l'enquête. | Société - Une attestation de reconnaissance sera octroyée aux fonctionnaires rapatriés afin de regagner leurs postes d'attache. Les services publics ont repris bel et bien dans certains bureaux de l'administration publique. C'est après quelques mois d'insécurité qui a caractérisé certains quartiers de Bujumbura. Selon l'autorité responsable de la fonction publique, les fonctionnaires de l'Etat qui regagnent le pays après avoir fui à l'étranger doivent impérativement passer au ministère de la solidarité nationale. C'est pour avoir une attestation de reconnaissance afin de regagner leurs postes d'attache. Mais le ministère de la solidarité nationale dit que personne n'est venu les approcher jusqu'à présent et que pour être réengagés, ils doivent montrer un document officiel attestant qu'ils ont fui le pays vers tel pays. Quant aux fonctionnaires de l'Etat qui ont fui le pays et qui avaient des passeports, ces derniers peuvent avoir des documents attestant leurs rapatriements spontanés auprès de l'administration locale. | Education - Les préparatifs du concours national pour les collégiens qui n'ont pas passé l'examen suite à l'insécurité qui prévalait dans le pays suivent l'allure normale. Le président de la commission du concours national additionnel 2015 fait savoir que la date de passation pour cette catégorie reste le 06/08/2015. Ceux qui vont passer cet examen sont au nombre de 10.000. Parmi eux, il y en a qui vont passer l'examen au Burundi, d'autres dans des camps de réfugiés en Tanzanie, en RDC, en Ouganda et au Rwanda. D'autres élèves qui n'ont pas pu terminer les épreuves suite à l'insécurité auront la chance de participer dans ce concours. La plupart de ces collégiens sont dans la ville de Bujumbura et surtout dans les quartiers contestataires du 3<sup>e</sup> mandat du président Nkurunziza. Les

Les meilleurs finalistes de l'école secondaire vont passer quant à eux depuis ce lundi 3 jusque jeudi 6 août, l'examen permettant d'entrer à l'université.